CMJN



ENQUÊTE

SAMEDI 11 - DIMANCHE 12
FÉVRIER 2023
NUMÉRO 3468

100 F

ISSN : 2230-133X

MEETING INTERDIT DE MBACKÉ

Du feu et des dégâts !



P. 3

Chaude après-midi, hier à Mbacké où les partisans de Sonko ont affronté les FDS.
Sonko et les leaders de YAW n'ont pu accéder au lieu prévu pour le meeting.
Des scènes de casse, du feu, des arrestations et des blessés.
Dr Cheikh Tidiane Dièye : "Ce pays est une démocratie ; la dictature ne peut pas prospérer".

LANCEMENT AUTOROUTE DAKAR - TIVAOUANE - SAINT-LOUIS

Macky vise de 531 Km d'autoroute

- En visite dans la zone militaire 7 de Thiès, il motive ses troupes



P. 5

COUPURE DU SIGNAL DE WALF TV

Le CNRA refait des siennes

P. 2

ME EL HADJ DIOUF SUSPENDU PAR L'ORDRE DES AVOCATS

L'avocat devra passer devant le Conseil de discipline



P. 2

ME EL HADJ DIOUF SUSPENDU PAR L'ORDRE DES AVOCATS

L'avocat devra passer devant le Conseil de discipline

Il paie au prix fort ses nombreuses sorties médiatiques. Me El Hadj Diouf semble n'en avoir cure de l'interdiction faite aux avocats de parler de leurs dossiers en cours. Il a multiplié les conférences de presse dans l'affaire Ousmane Sonko-Adji Sarr.

Ainsi, il est suspendu par l'Ordre des avocats pour faute lourde et atteinte au bâtonnier. Les robes noires se sont réunies mardi dernier et en ont décidé ainsi.



L'avocat de la jeune dame Adji Sarr dans le procès l'opposant à Ousmane Sonko, devra passer en Conseil de discipline. Ainsi, il est suspendu de l'ordre, le temps que se tienne ce conseil. D'après une source d'EnQuête, l'Ordre des avocats n'a pas encore décidé de la date de tenue de ce dernier, mais compte la faire au cours de ce mois. ■

SIGNAL WALF COUPÉ



Babacar Diagne

Hier, le signal de la télévision Walfadjri a été coupé, alors qu'elle retransmettait les émeutes survenues à Mbacké. Le groupe de presse dit n'avoir pas été avisé par le Conseil national de régulation de l'audiovisuel (CNRA) qui a pris et appliqué cette décision. D'ailleurs, dans un communiqué reçu à EnQuête, le CNRA explique sa décision. Cette dernière serait motivée par le non-respect de ce médium à "veiller à sauvegarder la paix et à ne pas diffuser de programmes faisant, notamment, explicitement ou implicitement l'apologie de la violence", car, "Walf TV a versé, ce 10 février 2023, dans une couverture irresponsable des manifestations à Mbacké en diffusant en boucle des images de violences exposant des adolescents, accompagnées de propos dangereux y compris de la part des reporters, en violation totale de la réglementation", accuse le CNRA. Babacar Diagne et son équipe disent ne pas être tenus d'avertir la direction de Walfadjri. Les textes le leur permettent. "Aux termes de l'article 19.2 de la Convention de Walf TV : "(…) en cas de violations graves des lois, règlements, Cahiers des charges et Conventions régissant la communication audiovisuelle, constatées, lors de la diffusion d'un programme, le Président de l'Organe de régulation peut, sans préjudice des sanctions ci-dessus et sans prononcer une mise en demeure ou un avertissement, prendre l'une des mesures conservatoires : l'arrêt immédiat de la diffusion de l'émission ; l'interdiction de la rediffusion de l'émission ; la suspension provisoire de l'émission (…)"". En outre, le CNRA, après en avoir délibéré, a décidé, de suspendre les programmes la diffusion des programmes de Walf TV est suspendue pour sept jours, durant la période allant du vendredi 10 février 2023 à 18h 30mn au vendredi 17 février 2023 à 18h 30mn. "Walf TV est tenue de respecter scrupuleusement la présente décision. En cas de récidive, après la reprise de la diffusion des programmes de Walf TV, la chaîne pourrait voir sa Convention résiliée définitivement", prévient le CNRA. Aussi, "la Société de Télédiffusion du Sénégal (TDS SA) et Canal+ Sénégal sont chargés de l'application de la présente décision qui sera notifiée au promoteur de WALF TV et publiée partout où besoin sera".

SIGNAL WALF COUPÉ (SUITE)

"Je condamne vigoureusement la coupure du signal de Walf TV par le CNRA. Le seul délit que nos confrères de Walf auraient commis, c'est la couverture en direct de la manifestation de Ousmane Sonko à Mbacké. Un média n'a-t-il pas le droit de diffuser une activité de son choix en direct ? Les dérives autocratiques et totalitaires sont malheureusement en train de devenir monnaie courante. L'organe de régulation joue avec le signal des médias du privé, comme s'il gérait un groupe WhatsApp", dénonce M. Faye. "Aujourd'hui c'est Walf, demain ça sera d'autres médias. Et les organisations professionnelles faîtières ne font rien pour dénoncer cette forfaiture répétitive. J'interpelle par ce biais le SYNPICS, le CDEPS, le CORED et toute autre entité pouvant ou prête à dire non à ces gamineries du CNRA qui cherche coûte que coûte à plaire pour éviter l'inévitable dissolution. Depuis la promulgation du Code de la presse en juillet 2017, le processus de remplacement du CNRA devrait être enclenché pour l'installation d'un organe de régulation en phase avec la nouvelle réglementation, mais aussi avec le contexte actuel marqué par la percée des réseaux sociaux, des nouveaux médias de manière générale. Mais, l'Etat n'en a cure. Ce qui explique, grandement, aujourd'hui le délitement observé dans le secteur des médias", ajoute M. Faye.

CSA

"Depuis des mois, l'Intersyndicale des travailleurs des collectivités territoriales et l'Alliance and Gueuseum de la Santé d'une part et de l'autre la Fédération des Syndicats de la Santé (F2S) sont en lutte pour la justice et l'équité en matière de traitement salarial des agents de l'Etat et la mise en œuvre du nouveau statut de la fonction publique locale", lit-on dans un communiqué de la CSA. "En effet, suite à une approche unilatérale et très discutable du Gouvernement, pour des augmentations salariales généralisées dans la Fonction publique, de nombreuses catégories de travailleurs du secteur de la santé et celui des collectivités territoriales, ont été injustement discriminées. En effet, pour la CSA, il est difficile d'admettre à travail égal, salaire inégal pour des agents d'un même secteur, exerçant les mêmes fonctions à cause d'un problème relevant du statut, alors que tous sont au service de l'Etat et des populations. C'est une discrimination injustifiable d'autant que la cherté du coût de la vie frappe de plein fouet tout le monde", dénonce la CSA. Ainsi, elle "condamne vigoureusement l'attitude irresponsable du Gouvernement qui continue de demeurer sourd et de garder un silence de mépris vis-à-vis des travailleuses et travailleurs en lutte pour leurs droits". Ce qui ne va pas sans conséquence. Le Gouvernement porte en même temps un grave préjudice aux populations, précisément aux malades et usagers du service public des collectivités territoriales, se désole la CSA. "C'est bien grave que le Gouvernement ne se soucie guère du sort des populations ! La CSA exige du Gouvernement l'ouverture sans délai de négociations avec les Intersyndicales en lutte, en vue de solutions acceptables pour l'apaisement durable du climat social dans ces secteurs importants de la vie de la nation. De même, la CSA invite les centrales syndicales à une concertation approfondie sur la situation nationale en vue d'une riposte appropriée face à la vie chère, aux agressions contre les droits des travailleurs et aux diverses difficultés énormes auxquelles sont confrontés de nombreux travailleurs dans les secteurs publics comme privés".

DR BABACAR DIOP

Le maire de la ville de Thiès (ouest), Dr Babacar Diop, a invité vendredi à Thiès, les autorités étatiques à réfléchir sur la création d'une journée dédiée au chemin de fer et de son patrimoine, a constaté l'APS. "Il y a des journées dédiées à l'élevage, à l'environnement et autres. Il nous faut, une journée nationale dédiée au secteur ferroviaire et à son patrimoine", a plaidé le maire de Thiès. Il s'exprimait au cours de la cérémonie de lancement des travaux de réhabilitation des chemins de fer à Thiès dans le cadre de la tournée économique du président de la République. "Thiès est une ville ouvrière qui s'est développée grâce au chemin de fer. Les multiples trains, les régies des chemins de fer, le commerce et l'économie autour du secteur ferroviaire ont fait de la ville de Thiès ce qu'elle est devenue aujourd'hui", a estimé Diop. Dans une allocation axée sur les enjeux de la reprise du corridor ferroviaire Dakar-Bamako, le maire de Thiès est longuement revenu sur l'histoire qui lie sa ville au chemin de fer. "Le chef de l'Etat doit compléter cette histoire. Vous avez une opportunité d'entrer dans l'histoire en étant la personne qui a revitalisé les rails à Thiès", a lancé Dr Babacar Diop en s'adressant à Macky Sall. "Le chemin de fer constitue un axe prioritaire et indispensable pour le développement économique du pays (…) c'est pourquoi, nous lançons aujourd'hui le premier tronçon Dakar-Tambacounda-Kidira", a dit Macky Sall en présence du Premier ministre, des membres du gouvernement et de plusieurs cheminots.

RACISME

Invitée sur le plateau de «C à vous» pour faire la promotion du film Neneh Superstar, dont elle tient l'affiche, Oumy Bruni Garrel, originaire du Sénégal, est revenue sur son enfance un peu compliquée à cause de sa couleur de peau. La jeune fille de 15 ans a évoqué le racisme qu'elle a subi dans son enfance. La jeune actrice s'est reconnue à travers le personnage qu'elle incarne dans Neneh Superstar. Elle a été choisie pour ses qualités de danseuse car elle pratique la danse contemporaine et classique, le jazz et le hip-hop. Ce film réalisé par Ramzi Ben Sliman, retrace le destin d'une fillette de 12 ans redoublant d'efforts pour accéder à l'école de ballet de l'Opéra de Paris. Une histoire un peu semblable à la sienne. En raison de sa couleur de peau, la danseuse dénote au milieu des autres élèves. En effet, la fille de Louis Garrel et Valeria Bruni a été adoptée au Sénégal, par les deux comédiens en 2009, alors qu'elle n'était âgée que de quatre mois. Ainsi, sur les traces de ses parents adoptifs, elle commence sa carrière au cinéma en 2018 dans le film "Les Estivants", dans lequel elle est dirigée par sa mère. Trois ans après, elle tourne sous la direction de son père dans le film "La Croisade".

JICA

L'Agence japonaise de Coopération internationale (Jica) et l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar ont organisé hier, la cérémonie de lancement du programme Jica Chair "cours intensifs de courte durée". Le coût technique dudit programme est estimé à plus 50 milliards de francs CFA. À l'issue des discussions, le représentant du recteur de l'Ucad, professeur Birane Ngoné Niang a souligné que ce programme constitue pour le Sénégal, une belle opportunité pour consolider les acquis en matière d'enseignement, de formation et de recherche en tirant meilleure partie de la riche expérience du Japon qui à travers l'histoire a toujours joué un rôle de leader sur le continent asiatique et à travers le monde. Ainsi, poursuit-il, "le programme de la Jica ouvre de nouvelles perspectives à la coopération entre le Sénégal et le Japon dans le domaine de l'enseignement supérieur à travers un programme de mobilité d'enseignants, de chercheurs et d'étudiants qui est potentiellement porteur d'innovation dans des domaines aussi divers que les approches pédagogiques, les curricula, les programmes de recherches, les relations entre l'université et les décideurs". Au terme de son propos, monsieur Niang a sincèrement remercié le gouvernement japonais pour le choix porté sur l'université Cheikh Anta Diop pour abriter la Chair Jica, qui leur ouvre de belles perspectives.

ALERTE VENT FORT

L'Agence en charge de la météorologie nationale a annoncé vendredi qu'un vent fort pouvant dépasser 40 km/h pourrait frapper Dakar, la Petite Côte et la Casamance à partir de dimanche à 14 heures. L'alerte émane notamment de l'Agence nationale de l'aviation et de la météorologie (ANACIM) par le biais d'un bulletin transmis à l'Agence de presse sénégalaise.

ENQUÊTE

Publications - Société éditrice
Mermoz Pyrotechnie
Villa N°23, 2e étage
Tél. : 33 825 07 31
E-mail : enquetejournal@yahoo.fr

Directeur général :
Mahmoudou Wane
Directeur de la Rédaction :
Gaston Coly
Rédactrice en chef :
Bigué Bob
Grand Reporter :
Mor Amar
Chef de desk Sports :
Louis Georges Diatta

Rédaction :
Aida Diène, Lamine Diouf,
Amadou Fall, Maguette Ndao,
Babacar Sy Sèye, Cheikh Thiam
Correcteur :
Gaston Steve Coly

Directeur artistique :
Fodé Baldé
Maquette :
Penda Aly Ngom Sène

Service commercial :
enquete.commercial@gmail.com
Tél **: 77 849 31 49**
Impression : **AFRICA PRINT**

MEETING INTERDIT DE MBACKÉ

Du feu et des dégâts !

L'après-midi a été dantesque, hier, à Mbacké où devait se tenir un meeting de Pastef/ Les Patriotes. La veille, le leader avait dénoncé la décision du Préfet entachée de faux. Il avait annoncé la tenue de la rencontre. Les militants ont répondu et de terribles affrontements ont eu lieu avec les forces de l'ordre, présentes en masse dans la ville. Il y a eu de la casse, du pillage, des arrestations et des blessés. Le parti a introduit une nouvelle demande pour tenir la manifestation, le 24 février prochain.





BABACAR SY SÈYE (ENVOYÉ SPÉCIAL)

"En attendant la décision du juge des référés, le Méga Meeting de Mbacké reste maintenu !", avait déclaré Ousmane Sonko, sur sa page Facebook, suite à la décision du préfet du département de Mbacké d'annuler son meeting. La Cour suprême a été donc saisie par le parti Pastef, d'une requête en référé aux fins de l'annulation de la décision du préfet. Mais, elle n'a pas cassé la décision d'Amadoune Diop. Puisque, la Cour a maintenu la décision de ce dernier d'interdire la manifestation, selon Me Khoureichi Ba.

Qu'importe ! Parce que bien avant que la décision de la Cours suprême ne soit rendue publique, les militants et sympathisants d'Ousmane Sonko avaient envahi les rues de Mbacké pour accueillir leur leader, respectant le mot d'ordre. Ainsi, hommes et femmes se sont mobilisés pour témoigner leur amour et leur soutien au maire de Ziguinchor. Ils étaient déterminés à lui réserver un accueil chaleureux.

Sans surprise, la police s'y est opposée, de manière farouche. Elle avait, très tôt, mis en place un important dispositif sécuritaire.

C'est vers les coups de quinze heures que les affrontements ont débuté pour se poursuivre jusqu'à la nuit tombée. Les forces de l'ordre ont, en effet, tenté de disperser la foule avec des bombes lacrymogènes. Mais, cette dernière tenait à en découdre avec policiers et gendarmes. Elle grandissait au fur et à mesure que le temps passait. Elle a donc essayé de rendre sans effet ces bombes lacrymogènes, à l'aide de vinaigre et d'eau et a riposté par des jets de pierres.

Les manifestants ont brûlé des pneus sur les routes goudronnées et celles sablonneuses. Des voies non bitumées que Ousmane Sonko a empruntées, après avoir effectué la prière du vendredi à Touba, pour rallier Mbacké vers 19 h. Il y constatera, en premier lieu, des scènes de désolation, fruit des affrontements entre policiers et ses militants.

Toutefois, par la suite, volonté populaire a pris le dessus. Sonko s'est offert un bain de foule impressionnant. Un accueil triomphal lui a été servi par cette marée humaine toujours présente et compacte. Jusqu'à ce que les choses dégénèrent et que des affrontements aient lieu dans plusieurs coins de la ville. En effet, les forces de l'ordre avaient bloqué tous les axes qui mènent au lieu où devait se tenir le meeting.

Lorsque les policiers ont chargé pour contraindre le convoi des leaders de Yewwi Askan Wi, les manifestants ont ouvert plusieurs fronts, contraignant les forces de l'ordre à disperser leurs forces. A ce jeu, plusieurs endroits ont été laissés à la merci des manifestants. De ce fait, la boutique du Senchan sur l'axe Touba- Mbacké a été attaquée et pillée tout comme celle de la station Total située au niveau du rond qui sépare Mbacké de Touba. Le gérant, désemparé, renseigne que les manifestants sont arrivés en masse et ont contraint les policiers à battre en retraite. Ils ont ainsi tout ravagé, à l'intérieur de la boutique. Toutefois, ils n'y ont pas mis le feu. Ce dernier enrage contre les forces de l'ordre qui, à ses yeux, ont laissé faire. Il souligne que ce sont des millions qui se sont envolés.

En effet, devant la tournure des événements et la détermination des manifestants, les forces de l'ordre ont dû concentrer leurs effectifs sur certains points stratégiques et vulnérables, notamment, les stations d'essence, la préfecture de Mbacké et les autres institutions. Elles ont dû oublier de sécuriser l'agence Sonatel de Touba. Qui a été attaquée vers 20 heures. Des portes ont été défoncées, des vitres cassées, des pneus brûlés dans l'enceinte. L'arrivée des policiers a permis de limiter les dégâts.

Sur les routes, les étals des petits commerçants ont servi de bûcher pour allumer de grands feux. Les pneus des vulganisateurs n'ont pas été épargnés. Le siège de Serigne Modou Mbacké Bara Dolly a été complètement détruit.

Il faut aussi souligner qu'il y a eu l'arrestation de plusieurs jeunes et des blessés.

"Macky Sall doit accepter la volonté de Dieu"

Avant cela, certains membres de la délégation de Yewwi Askan Wi (YAW) qui avaient pu entrer à Mbacké, avant de rebrousser chemin, sous les grenades lacrymogènes des forces de l'ordre, ont pu déverser leur bile sur le Président Macky Sall. Unanimement, ils ont dénoncé la non-autorisation du rassemblement. "Ce meeting fait partie de notre calendrier politique. La Constitution nous donne le droit de l'organiser", a déclaré le maire de la commune de Keur Massar, Adama Sarr. "À chaque fois que l'opposition se lève pour réclamer ses droits, Macky Sall dit niet. La Constitution nous autorise à manifester. Nous avons le droit de participer à ce meeting. Et cette participation, c'est pour dire à Macky Sall que nous n'avons peur de rien", renchérit Malick Gakou. A son tour, Dr Cheikh Tidiane Dièye charge : "Ce pays est une démocratie ; la dictature ne peut pas prospérer. Macky Sall a engagé un bras de fer avec le peuple sénégalais. Il ne réussira pas. Il échouera".

Même son de cloche chez Déthié Fall. "Notre présence ici, c'est très normal. Tout le sens de notre combat en politique repose sur le respect des libertés et de la démocratie", dit-il. Il souligne que Macky Sall et les membres du gouvernement étaient à Thiès mercredi, accueillis en grande pompe. "Maintenant, pourquoi il nous interdit de tenir notre meeting, alors que tout le monde sait qu'un rassemblement autorisé ne produit aucun incident. L'interdiction de manifestation doit prendre fin", peste Déthié Fall.

"Macky Sall doit accepter la volonté de Dieu. C'est fini pour lui", a renchéri le maire Guédiawaye, Ameth Aïdara qui annonçait une reproduction du discours de Macky Sall tenu en 2011.

Même Khalifa Sall, en tournée dans la diaspora, dans le cadre de sa tournée "Mottali Yéene", s'est prononcé sur les événements de Mbacké, dans la nuit. Dans une note parvenue à EnQuête, il écrit : "De l'étranger où je suis les événements de #Mbacké, je condamne, avec force, la furie répressive du pouvoir qui veut installer le chaos dans notre pays. Contre la terreur que veut nous imposer ce régime aux abois, il faut opposer une ferme détermination pour garantir l'exercice des libertés individuelles et collectives."

Meeting le 24 février au boulevard Ndoyène de Mbacké

Tout compte fait, Pastef/Les patriotes annonce la tenue d'un meeting le 24 février prochain de 15 heures à 00 heures au boulevard de Ndoyène de Mbacké. Il l'a fait savoir dans une nouvelle demande adressée au préfet avant-hier hier, jeudi, par le coordonnateur départemental de Pastef Mbacké Ahmadou Lo, le député Cheikh Thioro Mbacké, coordonnateur de Pastef Touba, et Pape Ibrahima Ndiaye. ■

SAINT-LOUIS - CENTENAIRE DU PMS

Des centaines de personnes consultées et des tonnes de vivres distribuées

Dans le cadre de ses actions sociales marquant le centième anniversaire de l'école Prytanée Militaire de Saint Louis, l'amicale des anciens enfants de troupe du PMS a organisé hier à Bango une journée de solidarité. Cette activité, dénommée "dello djoukeul" aux populations du village de Bango et environs, a permis de consulter gratuitement des centaines de personnes et d'offrir des kits alimentaires à des centaines de familles démunies de ces localités.

IBRAHIMA BOCAR SÈNE (SAINT-LOUIS)



Hier, la cour de l'école élémentaire Babacar Gueye de Bango a été prise d'assaut par les populations du quartier et des villages environnants pour les besoins de consultations médicales gratuites. Dès les premières heures de la matinée, des rangs de patients se sont formés devant les salles de classe pour se faire consulter par les spécialistes déployés sur les lieux dont la majeure partie est constituée d'anciens pensionnaires du PMS. Pour le coordonnateur de l'activité et par ailleurs ancien enfant de troupe, Dr Joachin Emmanuel Sarr, la journée de solidarité 2023 est particulière par rapport aux précédentes éditions.

"L'amicale organise annuellement des journées de consultations médicales gratuites à Bango pour rendre hommage aux populations des villages environnants de l'école. Mais pour cette année-ci, l'activité a un caractère particulier, puisque coïncidant avec la célébration du centenaire du Prytanée militaire de Saint-Louis. Raison pour laquelle, nous avons déplacé beaucoup de spécialistes brassant toutes les pathologies. Parmi la foule, il y a tous les âges. On peut constater des enfants, des jeunes femmes, des hommes et des personnes du 3e âge. Les consultations se poursuivent dans les différentes salles et la devise de l'école "Savoir pour mieux servir" sera bien appliquée pour soulager les patients. Et cerise sur le gâteau, les médicaments sont gracieusement offerts aux malades par la pharmacie mise en place", a déclaré Dr Joachin Emmanuel Sarr.

Des actions saluées par les bénéficiaires

Avant de poursuivre que l'édition 2023 du "Dello djoukeul" aux populations de Bango et environs a également fait bénéficier à une centaine de familles démunies des kits de denrées alimentaires. "100 familles nécessiteuses ont été choisies par l'amicale des anciens enfants de troupe pour être assistées en riz, huile, lait et sucre. Nous savons que ce geste humanitaire ne peut pas tout régler, mais, il peut dépanner et soulager au moins quelques temps ces familles. C'est un devoir moral voire confessionnel, parce que nos religions nous recommandent de venir en aide aux personnes en situation difficile. C'est pourquoi, nous avons décidé de partager avec ces dernières, ces quelques tonnes de riz, de sucre, lait et d'huile collectées. D'ailleurs, chaque famille a reçu de l'amicale un pack de denrées alimentaires d'une valeur de 30 000 F CFA", a soutenu Dr J. E. Sarr.

Les activités sociales menées hier à Bango par les anciens enfants de troupe du PMS ont été appréciées à sa juste valeur par les populations. Pour les bénéficiaires de la journée de consultations médicales gratuites et du don de denrées alimentaires, les actions posées sont généreuses et humainement inqualifiables. "Nous félicitons et remercions infiniment les initiateurs de cette journée de solidarité. Grâce à eux, beaucoup de malades ont pu se soigner sans bourse déliée. Pour mon cas, depuis quelques mois, je souffrais des pieds et des genoux, mais, je ne pouvais pas me rendre à l'hôpital, parce que je n'ai pas les moyens financiers pour se prendre en charge. Mais, j'ai été consulté gratuitement par un spécialiste des personnes du 3e âge et tous les médicaments m'ont été gracieusement offerts. Merci aux anciens enfants de troupe, heureusement qu'ils n'ont pas oublié Bango dans leurs actions de charité", a signalé le vieux Ifra Sow.

Des remerciements dont s'est associée la dame Maïmouna Dia, debout devant son pack de denrées alimentaires. "Les donateurs nous ont tiré des pieds une grosse épine. Avec la dure conjoncture économique que les familles démunies traversent, leur offrir de l'aide alimentaire, c'est à la limite leur sauver la vie. Raison pour laquelle, on ne les remerciera jamais assez", a -t-elle ajouté. ■

JUGÉS POUR DÉTENTION ET MISE EN CIRCULATION DE FAUX BILLETS DE BANQUE

Un émigré et un commerçant échappent de justesse à une peine ferme

Dorénavant, Ibrahima Kébé et Makhdiyou Mbengue vont être plus prudents avant d'utiliser un billet de banque. Arrêtés pour avoir détenu et mis en circulation un faux billet de banque, ils ont fait face aux juges du tribunal des flagrants délits de Pikine/Guédiawaye.

La circulation à une vitesse vertigineuse des faux billets de banque met tout le monde en danger. Venu récemment d'Allemagne, Ibrahima Kébé a failli séjourner en prison, pour avoir détenu un faux billet de 10 mille francs CFA. Arrêté à la gare du train express régional, il a comparu à la barre du tribunal des flagrants délits de Pikine/ Guédiawaye pour répondre du délit de détention de faux billets de banque. Face aux juges, il a soutenu qu'il ignorait la qualité de l'argent qu'il détenait. Néan-moins, il renseigne que son fils lui a fait le change auprès du nommé Makhdiyou Mbengue.

Ce dernier qui a également comparu à la barre de cette juridiction pénale a contesté le chef de mise en circulation et détention de faux billets. Né en 1989, le prévenu soutient qu'il fait le change pour son coprévenu, à chaque fois qu'il vient au Sénégal. "J'ignore la provenance des faux billets. Comme je suis commerçant, je manipule de l'argent, tout le temps. Je peux recevoir des faux billets sans pour autant que je le sache. Lorsque des éléments de la brigade de recherche sont venus sur place, ils ont tout vérifié et même l'argent que j'avais déjà compté et mis en paquet", a-t-il déclaré.

Dans son réquisitoire, le substitut du procureur de la République a requis deux ans ferme contre Makhdiyou Mbengue et la relaxe de Kébé.

L'avocat de la défense a sollicité la relaxe des deux prévenus. Selon la robe noire, il n'y a aucun élément objectif qui prouve qu'ils savaient que ces billets étaient faux.

Finalement, le tribunal après en avoir délibéré, a ordonné la relaxe des deux comparants. ■

MAGUETTE NDAO

SÉCURITÉ PORTUAIRE

Cinquante-six agents formés pour surveiller l'accès au Port

L'Institut de sécurité maritime interrégional de l'Académie régionale des sciences et techniques de la mer a formé 56 agents, pendant deux jours, au Port autonome de Dakar. La session de formation a pour objectif de donner les outils nécessaires de surveillance des accès à l'installation portuaire par des personnes non autorisées.

DIANA DIA (STAGIAIRE)

Cinquante-six agents ont été formés par l'Institut de sécurité maritime interrégional (ISMI) de l'Académie régionale des sciences et techniques de la mer (ARSTM) située à Abidjan, institut de référence en matière de sécurité/ sûreté maritimes pour l'ensemble des pays du golfe de Guinée. L'encadrement des agents a eu lieu, durant deux jours, au Port autonome de Dakar. "Le Port de Dakar a bien accueilli les propositions des Wecaps (West and Central Africa Port Security). Ils nous ont été d'un intérêt assez significatif, depuis une année et demie. C'est une formation qui s'est tenue en 48 heures", indique le Commandant Ismaïla Bass, responsable adjoint de toute la sûreté portuaire. "On est en train de mettre en place un dispositif pour pouvoir apporter des réponses aux menaces auxquelles nous faisons face, tous les jours", a-t-il ajouté.

En outre, "le projet Wecaps, est un projet décliné par l'Union européenne en appui à certains pays d'Afrique de l'Ouest, du Centre, pour financer, aider, accompagner les États. C'est dans le cadre de la mise en œuvre du code ISPS, qui est un code qui porte sur les questions relatives à la sûreté des navires et des ponts contre les risques des attentats terroristes, des diverses menaces, c'est-à-dire la piraterie, les passagers clandestins, les vols etc", a souligné le Lieutenant-colonel Sékou Sanogo. Qui a représenté la direction des affaires maritimes et portuaires de Côte d'Ivoire.

A l'en croire, le montant du financement de ce projet tourne autour d'un million d'euros. Le Lieutenant-colonel Sékou Sanogo a indiqué que c'est un projet qui est étalé sur deux ans, et qui est presque à terme. Il rappelle que c'est une formation qui a été donnée précédemment au mois de mars 2022.

Pour la pratique, suite à la formation théorique, les participants sont divisés en deux groupes. Le premier groupe est formé par les agents de sûreté et de l'installation portuaire ; le second groupe concerne les gardes de sûreté qui sont les agents opérationnels sur le terrain qui déclinent en action pratique, concrète les opérations portuaires.

Le but de cette formation pratique est de rappeler aux agents ce qu'on leur a appris l'année dernière et de les impliquer de façon beaucoup plus concrète. Cette année, ils ont appris tout le processus qui est lié au code de l'IPS sur la menace, le niveau de sûreté maritime, la protection des biens des personnes, typologie des personnes qui peuvent menacer la sûreté du Port. Le groupe de 25 agents a reçu la formation ce mercredi 8, le deuxième lot de 31 agents a été formé le jeudi 9 février.

Faisant partie de cette formation, Louis Henry du centre opérationnel polyvalent a soutenu que cette session est bénéfique pour tous les agents du Port, parce que ça permet de cerner le milieu dans lequel ils évoluent. "Il est toujours bon d'apprendre de belles choses et surtout quand on est dans le domaine maritime. C 'est enrichissant pour pouvoir apprendre davantage, maîtriser tout ce qui tourne autour de la sûreté du Port", avance M. Henry. D'autant plus qu'il ne faut pas oublier que le Port de Dakar, c'est 95% de l'économie nationale, d'après Louis Henry. La sûreté est primordiale "parce qu'on veut amener les bateaux étrangers à accoster au niveau du port", témoigne-t-il. ■

VISITE DANS LA ZONE MILITAIRE 7 DE THIÈS

Macky Sall motive ses troupes

Au deuxième jour de ses activités dans la capitale du rail, le président de la République a consacré sa matinée à l'armée, en magnifiant les efforts faits dans la sécurisation du pays et le bien-être des troupes.



LAMINE DIOUF

Après les discussions et promesses du Conseil présidentiel de Développement territorialisé de la veille, le président de la République est passé aux activités de terrain. Macky Sall, qui effectue une visite de trois jours à Thiès, s'est rendu au camp militaire Général Joseph Louis Tavarez Da Souza. Comme pour mettre en application le premier point du Programme régional (triennal 2023-2025) d'investissements publics de 1 500 milliards de francs CFA, validé la veille, "la Consolidation de la vocation militaire de la région et le renforcement de son maillage sécuritaire", le chef suprême des armées la consacré cette matinée aux acteurs de la Défense nationale. Ceci, pour rappeler dans son discours, que "la paix et la stabilité n'ont pas de prix, mais ont bien un coût. (…) Nous sommes assurément sur la bonne voie, celle de l'anticipation, de la vigilance, de la fermeté et de la rigueur."

Parmi les coûts, "la modernisation de notre outil de défense ainsi que l'épanouissement des hommes et des femmes qui le servent avec dévouement". Dans cet élan de motivation des troupes, la Zone militaire n°7, lieu de regroupement d'unités d'élite, "creuset des unités spéciales et de réserve générale, et plateforme multidimensionnelle d'instruction et d'entraînement des Forces armées, représente une belle vitrine des efforts considérables consentis par l'Etat, pour améliorer les conditions de vie et de travail, et rehausser les standards de formation et d'entraînement de nos personnels militaires."

Un nouvel Etablissement hospitalier militaire de Thiès

Justement, cette modernisation des équipements est palpable à travers l'inauguration du nouvel Etablissement hospitalier militaire de Thiès (EHMT). Une "importante infrastructure, dotée d'un plateau technique de haut niveau, répond à un besoin de soutien en santé aux nombreux militaires et à leurs familles stationnés dans la garnison de Thiès", retient le président de la République. Les militaires ne verront certainement pas de problème à partager cet outil avec les populations. En effet, ajoute Macky Sall, l'établissement hospitalier "vient s'intégrer surtout dans le système sanitaire national, en tant qu'établissement public de santé de niveau 2, au profit des populations civiles des régions environnantes".

Plus d'une dizaine d'aéronefs neufs pour l'Académie internationale des métiers de l'aviation civile

Le président de la République a inauguré sur la base militaire de Thiès d'autres infrastructures destinées à améliorer les conditions de vie et de travail des militaires. Il s'agit du nouveau poste de commandement de l'Ecole d'application et de perfectionnement interarmées (EAPI), d'un logement d'officiers militaires au Centre d'entrainement tactique Capitaine Mbaye Diagne et de plusieurs plateformes multidimensionnelles d'instruction et d'entraînement des forces armées à l'Ecole nationale des officiers d'active (ENOA).

Mais l'autre activité phare des activités en zone militaire fut la visite du chantier de l'Académie internationale des métiers de l'aviation civile dans l'enceinte de la Base École de Thiès. Un projet structurant, fruit d'un partenariat stratégique innovant entre l'Armée de l'air, la compagnie Air Sénégal et l'AIBD.

"Au-delà de la mutualisation de la formation dans les métiers de l'aéronautique, qui est déjà en cours, ce projet rentre dans le cadre de notre ambition de faire du Sénégal un hub dans le domaine du transport aérien, contribuant ainsi parallèlement à la redynamisation du secteur touristique national. Je me félicite déjà, de la réception de plus d'une dizaine d'aéronefs neufs qui viennent renforcer la flotte de l'école, pour la formation de pilotes et d'ingénieurs sénégalais et de la sous-région, basée sur les meilleurs standards internationaux", assure Macky Sall.

Un plan spécial d'équipement des sapeurs-pompiers

Avant de quitter Thiès pour Tivaouane, toujours dans la région, le Président a inauguré la première école nationale de formation de sapeurs-pompiers à la sortie de la ville. Occasion saisie pour annoncer un nouveau plan spécial d'équipement, en cours, de la Brigade nationale des sapeurs-pompiers (BNSP). "Les livraisons sont prévues entre mars 2023 et décembre 2024", révèle le chef de l'Etat. Selon lui, l'Etat a acquis en 2022, 354 véhicules et engins spéciaux pour renforcer les capacités de lutte contre les inondations, 125 motopompes et électropompes, ainsi que 30 000 mètres de tuyau. L'objectif global de ce plan est de doter la BNSP de 581 véhicules et engins spéciaux. ■

LANCEMENT DE L'AUTOROUTE DAKAR – TIVAOUANE – SAINT-LOUIS

Le Président vise un réseau autoroutier de 531 Km, d'ici 2026

La ville Sainte de Tivaouane a accueilli le président de la République qui y a lancé la première phase d'une autoroute qui va relier la capitale sénégalaise à l'ancienne capitale de l'AOF (Afrique occidentale française).

L. DIOUF

Le président de la République a lancé, hier, à Tivaouane, les travaux de l'autoroute Dakar - Tivaouane - Saint-Louis. Une activité dans le cadre de la tournée qu'effectue Macky Sall, depuis jeudi, dans la région de Thiès. Ce lancement vient augmenter le nombre de km d'autoroute, depuis l'accession au pouvoir du chef de l'Etat. "En 2012, le Sénégal comptait 32 km d'autoroute, entre Dakar et Diamniadio. Avec le tronçon Diamniadio - AIBD / AIBD - Thiès, AIBD - Mbour, Thiès - Touba, nous avons accéléré la construction d'autoroutes. A cela s'ajoute aujourd'hui le tronçon en construction Mbour – Fatick - Kaolack, nous aurons un total de 375 km de route. La réalisation prochaine de l'autoroute Dakar – Tivaouane - Saint-Louis sur 200 Km et le prolongement de la voie de dégagement nord (VDN), entre Tivaouane Peul et Diamniadio sur 20 Km, porteront le linéaire d'autoroute du Sénégal à 531 Km, d'ici 2026", lance Macky Sall.

Avec plus de 40% de la production nationale de pêche, 1/3 de la production horticole, les minerais de phosphate, de calcaire, de zircon, de Titane, sans oublier les ressources gazières au large de Kayar, la région de Thiès regorge d'un potentiel de développement conséquent. L'exploitation optimale de toutes ces ressources passe nécessairement par la réalisation d'infrastructures de qualité. Pour le président de la République, c'est bien ce qui justifie la réalisation du premier maillon de l'autoroute Dakar - Tivaouane - Saint-Louis.

La réalisation de cette autoroute se fera en 2 sections, exécutées simultanément. La première, Dakar-Tivaouane (55 Km), qui fut à l'origine du rassemblement d'hier, est financée par le concours du Fonds Saoudien de développement et de la société générale corporate. "Tous les financements pour ce projet sont aujourd'hui mobilisés", a assuré Macky Sall.

Le président de la République a également annoncé le lancement des travaux de bitumage du tronçon Darou Alpha – Pambale - Tivaouane et la construction de la route Mboro – Diogo. Des travaux qui s'inscrivent dans le projet d'amélioration de la connectivité dans les zones de production agricole du nord et du centre (PCZA), financé par la Banque mondiale pour 120 milliards de francs CFA. Il permettra l'aménagement des axes routiers stratégiques autour du bassin arachidier sur un total linéaire de 387 Km de route. Ce projet permettra l'amélioration des conditions des populations rurales.

Auparavant, le Directeur des opérations de la Banque mondiale pour le Sénégal, la Mauritanie, la Gambie, la Guinée-Bissau et Cabo Verde, Luc Lecuit, a assuré être convaincu que "ces améliorations vont bénéficier en particulier aux femmes rurales qui verront leurs conditions de déplacement s'améliorer grâce à des routes résilientes. (…) C'est dans cette optique, que ce financement permettra également de soutenir la démarche du gouvernement dans l'aménagement de petites infrastructures communautaires, telles que salles de classe, postes de santé et plateformes économiques multifonctionnelles, pour les populations rurales vivant sur les zones du projet afin de leur garantir un accès aux opportunités économiques". ■

MACKY SALL À THIES

"J'ai décidé de faire raviver le chemin de fer"

Le président de la République a clos sa visite dans la région de Thiès en lançant la réhabilitation du chemin de fer Dakar – Tambacounda. Cette cérémonie a clos une journée bien chargée pour Macky Sall. "J'ai toujours cru que le chemin de fer est un axe indispensable pour le développement. Le ferroviaire un élément structurant de la chaîne logistique qui permet l'accroissement de la productivité et la compétitivité de l'économie natio-nale. Voilà pourquoi le chemin de fer occupe une place importante dans le plan Sénégal émergent à travers le PAP/2A et surtout le PAP 3 qui va démarrer sur 2023-2028 ", a lancé le chef de l'Etat.

Si Thiès est le symbole de l'histoire ferroviaire africaine, Macky Sall a promis aux Thièssois d'apporter sa pierre à l'édifice. En effet, retient-t-il : "On vous appelle une ville deux gares. Je vais ajouter une nouvelle gare moderne avec un rail à écartement standard. Dans quelque temps, viendra le temps de Thiès, une ville, 3 gares." ■

L. DIOUF

PRÉCARITÉ, RISQUES, PROTECTION SOCIALE, RESPECT CODE TRAVAIL…

Les travailleurs des stations-services étalent leurs maux

Hier, les travailleurs des stations-services se sont montés au créneau pour décrier devant la presse les situations difficiles dans lesquelles, ils évoluent dans leur secteur.



Illustration

MOUHAMADOU RASSOUL KANE (STAGIAIRE)

"C'est conscient de cette situation dans le secteur qui privent des milliers de travailleurs de leurs droits les plus élémentaires, que nous avions pris la décision de mettre sur pied une organisation syndicale, le 04 Janvier 2022", a déclaré, Saliou Cissé, secrétaire général du syndicat national des travailleurs des stations-services, en préambule de son propos. En effet, par cette décision, les employés des station-service ont engagé le combat pour ne plus subir la précarité qui est leur quotidien.

"Nous avons voulu échanger avec la presse pour informer l'opinion nationale et internationale sur la situation très difficile que vivent les travailleurs des stations d'essence. Dans ce secteur, peu de travailleurs disposent de contrat de travail. La grande majorité des travailleurs ne bénéficient d'aucune protection sociale", dénonce Saliou Cissé. Le secrétaire général du syndicat national des travailleurs des stations-services souligne que, "dans ce secteur, les relations de travail ne sont pas déterminées et les administrations du travail ne contrôlent pas ce qui se passe dans les stations-services".

Ainsi, pour le secrétaire général de ce syndicat qui vient de voir le jour, la majeure partie des travailleurs n'est affiliée ni à l'IPRES, ni à la caisse de sécurité sociale et, en cas d'accident ou à la survenue d'une maladie ou d'une incapacité temporaire ou définitive, ils sont laissés à eux-mêmes", s'inquiète-t-il.

Dans son discours, Saliou Cissé a également dénoncé la quasi surdité des autorités qui fait que les travailleurs des stations-services ne sont pas payés sur la même grille salariale. Car d'après lui, les rémunérations varient parfois selon les entreprises. "D'une entreprise à une autre, les salaires varient parfois ; les salaires sont différents au sein même d'une entreprise", regrette M. Cissé. Qui souligne que le monde évolue et que les relations sociales sont basées sur le dialogue et la concertation. Or, le secteur des stations d'essence, dit-il, est en marge du respect de la réglementation en vigueur au Sénégal.

"Les employeurs continuent d'appliquer la convention du commerce, alors qu'une convention collective du secteur du pétrole a été signée par les partenaires sociaux", dénonce-t-il.

À ces situations défavorables aux travailleurs dudit secteur s'ajoutent la privation de plusieurs avantages liées aux rémunérations, à la couverture sociale, et aux conditions de travail.

Port du masque, prime de transport…

Ainsi, pour une meilleure prise en charge médicale et des garanties sécuritaires en ce qui concerne leur travail, ils réclament l'application des mesures liées à la santé et à la sécurité au travail, conformément aux décret 94 244. Notamment, "le port de masque de protection, qui fait que les travailleurs sont exposés aux vapeurs du carburant souvent nocives pour les yeux et les poumons", fulmine le syndicaliste.

Il y a aussi l'absence de prime de transport. D'autant plus que certains d'entre eux, selon Saliou Cissé, habitent à des distances éloignées des lieux de service. Ces derniers sont appelés à être ponctuels au quotidien avec une certaine rigueur dans l'exercice de leur travail. Car, les prestataires « sont tenus de venir à l'heure et rester jusqu'à des heures tardives de la nuit".

De même que la semaine de 40 heures et les heures supplémentaires sont bafoués concernant les prestataires des stations-services, en à croire M. Cissé. Notamment pour dire que la première n'est pas respectée et que la seconde, qui est effectuée à longueur de mois, n'est pas rémunérée.

De ce fait, ces travailleurs sont d'avis que personne mieux qu'eux ne peut défendre leurs droits. Ainsi, c'est ensemble qu'ils veulent se battre pour améliorer cette situation et avoir une vie décente, à l'instar de tous les travailleurs. ■



FORMATION SUR LE DROIT D'AUTEUR, LES DROITS VOISINS

Quatorze présidents de commission ad hoc formés à Dakar

Les présidents des commissions ad hoc, installés dans les 14 régions du Sénégal, sont ressortis, avant-hier, renforcés, après un atelier de formation de trois jours, organisé par la Société sénégalaise du droit d'auteur et des droits voisins (Sodav), sur le droit d'auteur, les droits voisins, la gestion collective et le règlement intérieur qui régit le fonctionnement desdites commissions.



Ngoné Ndour

DIANA DIA (STAGIAIRE)

"La Sodav a formé ces présidents pour qu'ils deviennent formateurs. C'est pour qu'en retour, dans leur région, ils puissent restituer cette formation à leurs membres et aux artistes qui sont là-bas", a expliqué la présidente du Conseil d'Administration de la Sodav, Ngoné Ndour. En effet, mardi, mercredi et jeudi derniers, quatorze présidents de commission ont été formés à la Société sénégalaise du droit d'auteur et des droits voisins (Sodav).

D'après Mme Ndour, la Sodav a programmé de se déplacer dans les 14 régions du Sénégal pour l'installation officielle des commissions. Ce sera en présence des autorités locales. Selon la présidente, cela va leur permettre de rencontrer les artistes, faire un peu de promotion sur le droit d'auteur, former les artistes et installer la commission afin de faciliter le payement du droit d'auteur dans les régions. Elle a rappelé que le Conseil d'Administration avait initié, il y a quelques années, la mise en place des commissions dans les régions. Le renouvellement a été fait, il y a un an.

Depuis l'installation de ces commissions, rien n'a été fait. "On attendait de faire un atelier de formation pour pouvoir se déplacer et aller sur place", a dit Ngoné Ndour.

"C'est toujours un plus d'acquérir de nouvelles connaissances. Ça ne peut que nous aider à mieux faire le travail qui est attendu de nous en tant que commission. Ce travail n'est rien d'autre que de sensibiliser les ayants droits, mais aussi, les usagers à pouvoir s'acquitter de leur droit, afin que les artistes qui souvent se plaignent de ne pas avoir la capacité de vivre de leur art, puissent le faire", s'est réjouie la présidente de la Commission Ad hoc régionale de Fatick, Arame Diagne.

"Les artistes sénégalais vivent souvent dans des conditions difficiles"

Venant fraîchement d'être nommé président, Abdourahmane Diallo, de la Commission régionale de la Sodav de Kolda, dit que ce n'est pas facile de travailler avec les artistes, parce qu'ils sont différents. Il y a des musiciens, des écrivains, ceux qui sont dans le domaine du théâtre, d'autres dans la production. Ce qui fait que c'est hétéroclite. Certains ont eu la chance d'aller à l'école. Pour d'autres, ce n'est pas le cas. "Le niveau de compréhension n'est pas le même", note-t-il.

Autre chose, les jeunes artistes doivent travailler, à l'image des anciens, faire une production qui, demain, pourrait être diffusée pour qu'ils puissent bénéficier des droits d'auteur, mais sur TikTok, c'est évident qu'ils ne gagneront pas grand-chose. Selon lui, si un artiste n'a pas de droit d'auteur, pendant ses vieux jours, sa prise en charge sera difficile. "Je lance un appel au Président de la République, au ministre de la Culture, pour l'effectivité de la rémunération sur copie privée. La loi a été votée, mais jusqu'à présent, elle n'est pas appliquée. Aujourd'hui, les artistes sénégalais vivent souvent dans des conditions difficiles ; ils ont besoin de cette copie privée pour vivre de leur art", a conclu Abdourahmane Diallo.

Par ailleurs, la Sodav a initié ce projet pour se rapprocher de ses sociétaires. Cela s'inscrit ainsi dans sa dynamique d'être plus efficace. Entre 2019 et 2020, les perceptions avaient baissé à cause de la Covid-19. Maintenant, les activités ont repris. "Les perceptions ont augmenté en termes de répartition cette année. Aussi, il y a des efforts qui ont été faits. On est en train de se battre pour la mise en œuvre de la copie privée. On a de bonnes promesses venant de l'Etat", renchérit la présidente du Conseil d'administration de la Sodav.

Sur un autre registre, en cette veille de Présidentielle, Ngoné Ndour pense qu'il est urgent de rappeler aux politiciens leur devoir envers les artistes. Ils utilisent les produits des artistes, mais, ne s'acquittent jamais du paiement de leur droit d'auteur. D'ailleurs, il y a quelque temps, la Sodav avait fait une communication sur le non payement des droits par les politiciens. ■

LANGUES NATIONALES

Promouvoir la grande marche de libération de l'Afrique

Le lancement de l'outil pédagogique en langues nationales, par l'intermédiaire de l'Ifan-Cheikh Anta Diop, s'est tenu hier, au siège de la Der/FJ. Lors de cette rencontre, l'Ifan-Cheikh Anta Diop et L'ASEN-PE ont noué une collaboration pour présenter la collection "LÉEBAL MA" (des contes et histoires en langues nationales pour les enfants du Sénégal et de la diaspora). Le but est de promouvoir notre patrimoine auprès des jeunes générations.

D. DIA (STAGIAIRE)

L'Afrique en général et le Sénégal en particulier est à la recherche perpétuelle d'un modèle d'enseignement adéquat bien ancré dans sa culture et ses valeurs. Les expériences menées par l'Etat du Sénégal et ses partenaires ont montré qu'éduquer les enfants dans leurs langues maternelles est le meilleur gage de réussite. L'Etat du Sénégal est dans la phase de préparation de la généralisation de l'enseignement bilingue dans le préscolaire et l'élémentaire, avec des projets tels que ELAN de IIFEF, RELIT de l'USAID etc.

L'idée de cette collection "Léebal ma" est de faire face à cette perte progressive de nos valeurs culturelles et de les sauvegarder, en faisant nôtre ce conseil qu'avait donné Amadou Hamphaté Ba : "Si vous voulez sauver des connaissances et les faire voyager à travers le temps, confiez-les aux enfants…", a noté Adjaratou Oumar Sall, chercheure à l'IFAN, lors du lancement de l'outil pédagogique en langues nationales, hier au, au siège de la Der/FJ. Elle a indiqué qu'en lisant les contes de "Leebal ma", on verra dans les textes l'esprit de solidarité, de tolérance et l'acceptation de l'autre.

Les exercices proposés après chaque conte sont un moyen de développer l'expression verbale de l'enfant, de construire sa pensée logique, son raisonnement, son jugement, d'éveiller sa curiosité en suscitant le désir de connaitre et de comprendre pour mieux former sa personnalité. Le projet "Léebal ma" va en droite ligne, avec l'ambition de l'IFAN, de promouvoir notre patrimoine, surtout auprès des jeunes générations en transmettant le legs de la façon la plus simple et la plus adaptée possible.

L'idée de ce projet est de la part de deux jeunes citoyens sénégalais qui, à l'issue de leurs odyssées en Occident, sont rentrés au pays avec le rêve et l'immense espoir de participer à changer le pays en mettant à profit leur maitrise technologique acquise au Japon et en France pour diffuser les savoirs aux différentes communautés, afin de changer positivement et qualitativement les comportements et les rendre favorables au développement du pays.

Khadim Fall et Fallou Gaye, co-fondateurs de Kati 360

Allant dans le contexte "Léebal ma", le Directeur Général de KATi360, Khadim Fall a indiqué que la généralisation de l'enseignement bilingue nécessite beaucoup de contenus en langues nationales. "KATi360" a décidé d'apporter leur pierre à cet édifice avec leurs partenaires tels que l'IFAN Cheikh A DIOP, l'ASEN-PE, Dr GIROUX. Il travaille sur deux produits phares. D'autres projets seront produits tels que : "Les oiseaux migrateurs du Sénégal : présenté sous forme de livret accompagné d'audio. Cet outil permettra à l'enfant de connaitre les oiseaux migrateurs dans sa langue maternelle (avec aussi le nom en Français et le nom scientifique), de connaitre ses caractéristiques et de pouvoir reconnaitre son cri. Les reptiles du Sénégal et de l'Afrique : présentés sous forme de livret plus audio, l'enfant pourra apprendre le vocabulaire sur les reptiles et leur mode de vie". M. Fall de poursuivre qu'ils ont aussi digitalisé le code de la famille en audio et en langues nationales, ainsi que la digitalisation du code de la route et la prévention routière en audio et en langues nationales, ainsi que l'éducation thérapeutique, le système judiciaire, etc.

Le conte efface l'angoisse

Quand l'enfant fait une bêtise, on sait qu'il angoisse, parce qu'il ne sait pas comment ses parents vont réagir, a fait savoir Dr Giroux, psychologue de l'enfant. Selon ce dernier, dans le conte, il y a toujours une leçon à retenir. L'enfant qui écoute le conte voudrait qu'on parle de lui. La plupart des contes à retenir avec une leçon de sagesse sont : "Coumba ameu ndeye", les histoires de "Leuk- lièvre". Il faut revenir sur ces contes, dit-il. Pour finir, Dr Giroux a souligné que c'est la violence qui tue l'esprit des enfants. "Dieu a créé nos enfants pour qu'ils soient des scientifiques, qu'ils soient des gens intelligents. Quand on échoue dans l'éducation des enfants, ça va réduire leur potentiel. Si le parent a de la sagesse, il sait laisser le temps à l'enfant de se développer", dit-il. ■

RDC - PENDANT QUE LA PRESSION MILITAIRE S'ACCENTUE AUTOUR DE LA VILLE

Pourquoi la tension monte à Goma

Dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), alors que les combats entre les Forces armées de la RDC et la rébellion du M23 se rapprochent de Goma, la tension monte au sein de la capitale provinciale du Nord-Kivu. La population locale reproche notamment à la force de la Communauté est-africaine (EAC) déployée dans la ville de ne pas passer à l'attaque. Une attitude des troupes de l'EAC qui s'explique par des moyens limités et des risques diplomatiques. Décryptage.



À Goma, à l'est de la République démocratique du Congo (RDC), la pression a été forte cette semaine. Dans les rues a eu lieu une mobilisation de la société civile pour demander à la force de la communauté est-africaine (EAC) déployée dans la région, et plus particulièrement, au contingent kényan, d'intervenir contre les rebelles du M23. Rébellion qui met la pression sur l'armée congolaise.

Les combats, cette semaine, se sont rapprochés de Saké, dernière grande localité avant Goma, côté ouest. Depuis la prise de Kitchanga par le M23, le 26 janvier dernier, le front est en effet descendu le long de la route reliant Sake à Butembo, pour se figer à une dizaine de kilomètres au nord de la ville.

Ce 9 février 2023, les Forces armées de la RDC (FARDC) ont annoncé avoir déjoué une offensive des rebelles qui ont tenté de contourner ses positions, selon le porte-parole de l'armée au Nord-Kivu.

Des manifestations qui ont dégénéré

Des affrontements qui provoquent d'importants mouvements de population, notamment vers Goma. Une situation qui crée de la tension.

Cette semaine, des manifestations ont ainsi demandé à la force est-africaine, et surtout au contingent kényan déployé dans la capitale provinciale, de prendre part aux combats contre le M23. Des manifestations qui ont dégénéré puisqu'il y a eu des violences et des pillages à caractère intercommunautaires.

Face à cette situation, l'ancien président kényan, actuel médiateur de l'EAC pour la crise sécuritaire dans l'est de la RDC, Uhuru Kenyatta, a instamment demandé, dans un communiqué publié ce 9 février 2023, aux pays membres de la communauté est-africaine participant à la Force régionale de déployer leurs troupes, qui doivent prendre position "de toute urgence et sans plus tarder dans tout l'est de la République démocratique du Congo". Uhuru Kenyatta demande aussi à la force régionale de s'interposer entre les forces combattantes dans les zones où le retrait des groupes armés a été effectué.

Pas d'offensive militaire de l'EAC

Pour l'instant, les FARDC ne peuvent pas compter sur les militaires kényans pour les accompagner sur le front, en revanche, des témoins évoquent la présence de milices d'autodéfense et de groupes armés en première ligne. Mais clairement, l'option militaire n'est pas la première option envisagée par l'EAC.

Première raison : les moyens sont limités. Le contingent kényan déployé à Goma comprend 903 hommes. Pour rappel, en 2013, la brigade d'intervention qui a mis en déroute le M23 avait 3 000 hommes et des moyens nettement supérieurs. Le financement de cette force n'est par ailleurs pas finalisé et elle manque d'armement face à un M23 que l'on dit bien équipé et surtout soutenu pour le Rwanda, selon l'ONU, les chancelleries occidentales, la diplomatie américaine, l'Union européenne et d'autres…

Ce qui amène à la deuxième raison : "Est-ce que le Kenya a vraiment envie de prendre le risque d'une confrontation directe avec le Rwanda ?" Plusieurs spécialistes de la zone répondent plutôt négativement à cette question. Et ils estiment que, finalement, il y a comme un malentendu entre les autorités congolaises et la région : force offensive contre force d'interposition.

Et cette différence de perception, c'est ce qui fait naître finalement cette déception du côté des populations. "On s'est un peu illusionné à croire que les Kényans étaient prêts à risquer leur vie pour combattre le M23", conclut un observateur de la région. Néanmoins, si jamais Goma est menacée, "l'EAC va devoir faire un choix", explique un autre analyste. "Son immobilisme n'aura alors plus de sens", selon lui.

L'inaction des forces de l'EAC a suscité donc une réaction de colère de la part de manifestants à Goma, mais suscite aussi de plus en plus de questionnements de la classe politique congolaise qui ne comprend pas ce positionnement. Le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso, a déclaré mercredi soir que "Notre pays doit s'assumer, ceux qui trouvent qu'ils ne peuvent pas rendre service aux Forces Armées, qu'il tire les conséquences".

Pour Onesphore Sematumba, spécialiste des Grands lacs à International Crisis Group, il y a un malentendu entre les autorités congolaises et la région est-africaine. ■

RFI.FR

Au Nigeria, la réforme monétaire entraîne des scènes de chaos devant les banques

Au Nigeria, la vaste réforme monétaire engagée depuis octobre entre dans sa phase finale. La Banque centrale a décidé de changer les anciens billets de 200, 500 et 1000 nairas. En théorie, les anciennes coupures ne devaient plus avoir cours légal dès ce vendredi 10 février, mais la Cour suprême a suspendu la mesure en raison du chaos bancaire qu'elle a provoqué.



Cette réforme au Nigeria a entraîné des émeutes devant les banques. Dans les villes de Kano, d'Ibadan ou d'Abeokuta, par exemple, les habitants s'en sont pris aux banques, car ils n'arrivaient pas à changer leurs vieux billets contre des neufs.

"Les gens vont là-bas, ils font la queue dès cinq heures du matin dans l'espoir d'obtenir leur argent, raconte Ben Shemang, qui vit à Abuja. Mais à la fin de la journée, ils n'ont rien reçu. Ou alors parfois, ils sont surpris, car ils reçoivent des anciens billets à la place des nouveaux. Donc cela crée une situation chaotique. En plus, les banques ont peur de voir éclater des émeutes, et que des gens forcent la porte pour aller récupérer leur argent."

Quatre mois pour changer les coupures quotidiennement employées par deux cents millions de Nigérians, c'était un peu trop ambitieux. La Banque centrale s'est pris les pieds dans le tapis. Incapable de fournir les nouvelles coupures en nombre suffisant, elle a aussi imposé des décisions contradictoires, comme cette interdiction de retirer plus de 20 000 nairas par jour, soit 40 euros environ. Pris dans la tourmente, le président de la Banque centrale a bien tenté de détourner les attaques en accusant les banques privées de ne pas distribuer assez vite les nouveaux billets. Pourtant, c'est bien lui le premier responsable de cette désorganisation.

Une réforme pour contrer l'inflation et moderniser le système bancaire

Se pose alors la question de savoir pourquoi le président de la Banque centrale a lancé une réforme aussi sensible en si peu de temps. La première raison invoquée est qu'il fallait aller vite pour combattre l'inflation qui gangrène le pays : 21% en 2022. La Banque centrale voulait réduire la masse de billets en circulation.

Seulement, Godwin Emefiele n'a pas été clair dans ses explications, comme l'explique Ikémésit Effiong, chercheur au cabinet de conseil "SBM intelligence" à Lagos : "Il a dit qu'il y avait trop d'argent liquide en circulation et qu'il voulait ramener l'argent au sein du système bancaire. Mais il n'a pas expliqué que cela impliquait de limiter la masse de liquide disponible pour les gens. Il n'a pas été clair sur ce point."

Le deuxième motif invoqué est la volonté de moderniser le système bancaire. La Banque centrale veut que les gens utilisent davantage les paiements électroniques. Seulement, elle feint d'ignorer que des pans entiers du pays n'ont pas accès à des réseaux de qualité.

"Beaucoup de gens essaient de pallier le manque d'argent liquide en utilisant les transactions électroniques, précise Ikémésit Effiong. Mais du fait qu'il y a davantage d'utilisateurs pour ces paiements électroniques, beaucoup de transactions échouent. Les applications des banques ne fonctionnent plus et les gens n'arrivent plus à envoyer l'argent à leur famille ou aux commerçants."

Un problème politique

Enfin, la dernière raison invoquée est la lutte contre la corruption, alors que le pays est en campagne pour élire un nouveau président, le 25 février prochain. Au Nigeria, les hommes politiques ont l'habitude d'amasser des trésors de guerre en liquide pour financer l'achat de votes, notamment. C'est ce phénomène que dit vouloir combattre le président Buhari. Seulement cette réforme ratée occulte tout le reste et a crispé le monde politique, opposition et majorité s'en sont pris aux dirigeants actuels.

Et le candidat du parti au pouvoir, Bola Tinubu, a affirmé que la Banque centrale, ainsi que des membres du camp présidentiel, essaient de saboter sa candidature. C'est donc clairement aujourd'hui un problème politique. Mais les sondages montrent que pour la majorité des citoyens, la sécurité, l'état général de l'économie, et en particulier l'emploi, sont les principaux sujets de préoccupation.

Quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, cette réforme laissera des traces. La confiance des Nigérians envers le naira, ou envers leurs banques est au plus bas. ■

RFI.FR

Bâtir un large front pour défendre l'état de droit et la démocratie au Sénégal


Diagne Fodé Roland

L'histoire joue parfois des tours dont elle est seule à avoir le secret. De 1960 à nos jours, le Sénégal est passé par plusieurs étapes marquées par les luttes du peuple pour instaurer l'état de droit, la démocratie et une vraie souveraineté nationale, voire populaire.

Le régime parlementaire fut aboli en 1962 par un coup d'État du président contre le président du conseil pour le remplacer par le régime présidentiel que connaît le pays. Unis pour imposer le parti unique, Mamadou Dia et L. S. Senghor avaient fait éclater la Fédération du Mali puis avaient dissous le seul parti véritablement indépendantiste le PAI Marxiste-Léniniste. Le tournant nationaliste de Mamadou Dia avait été le prétexte à son éviction du pouvoir néocolonial et son emprisonnent par le pur produit de l'aliénation coloniale personnifiée en la personne de L.S. Senghor.

La révolte estudiantine et populaire de 1968 fut l'étape suivante qui contraint le pouvoir présidentiel néocolonial a lâché du lest en instituant un multipartisme contrôlé réservé à quatre formations politiques choisies pour court-circuiter la montée en puissance du RND de feu Cheikh Anta Diop et des partis clandestins de la gauche communiste PIT, LD, AJ, Ferñent.

L'élection présidentiel de 1978 montra des signes d'un début de déclin du présidentialisme social-démocrate senghorien, lequel planifia, par l'adoption de l'article 35 de la Constitution d'alors, la passation du pouvoir à son dauphin A. Diouf, lequel, une fois devenu président, élargissait le multipartisme pour intégrer tous les partis du RND à la gauche communiste dans le jeu de la démocratie électoraliste néocoloniale.

Le peuple, par ses luttes animées par les forces patriotiques et communistes, arrachait ainsi au présidentialisme néocolonial le droit à la légalisation des partis.

Les partis de gauche communiste au-delà de leurs divergences idéologiques convergèrent au sein du mouvement syndical pour pourfendre l'hégémonie syndicale du PS social-démocrate imposant au mouvement ouvrier la collaboration de classe à travers "la participation syndicale".

Par contre, au plan politique le jeu électoraliste suscita des choix d'alignement derrière le "parti de contribution", le PDS libéral, d'abord du PIT, puis de la LD et ensuite de AJ.

L'élection présidentielle de 1988 annonçait le début de la fin du pouvoir PS. La contestation des élections vit A. Diouf qualifier la " jeunesse de malsaine" et la première défiance populaire du "diguël" maraboutique que seule la tension avec la Mauritanie permit de juguler et qui fut prétexte à la mise en place du "gouvernement d'union nationale" avec le PDS et le PIT.

Si la LD suivit la trace du PIT au gouvernement PS, AJ, après les élections de 1993, s'engagea dans l'alliance soumission avec le PDS, ce qui les entraîna tous, dès le premier tour, dans la coalition 2000 qui devait produire à la fois la première alternance au pouvoir, la collaboration de classe et la lutte des places dans les gouvernements bourgeois néocoloniaux. C'était ainsi un adieu remarqué à la dénonciation du libéralisme et des diktats du FMI, de la Banque Mondiale et de l'OMC.

A chaque étape, la lutte pour l'état de droit et la démocratie menée par le peuple fut l'assurance-vie de sa préservation face aux tentatives de revenir en arrière pour sauver le pouvoir néocolonial du PS, du PDS et aujourd'hui de l'APR/BBY.

C'est ainsi que pour stopper la dérive monarchiste de A. Wade, le peuple, déjà préparé par les Assises Nationales et l'activisme militant d'une jeunesse de plus en plus engagée, fut encore là par sa mobilisation et ses sacrifices (plus de 10 morts) le facteur décisif.

Le front le plus large possible – notamment dans les Assises nationales et le M23 – a été le moyen d'écarter le danger d'une succession monarchiste que le présidentialisme néocolonial avait fécondé en raison du syncrétisme capitaliste-féodal intrinsèque au colonialisme et son succédané néocolonial.

La violence, l'insécurité, le danger actuels planent sur le pays en raison de sa fascisation balisée par la découverte du pétrole et le gaz et la tendance néo coloniale qui fait que le présidentialisme est le moyen le plus direct de forger "sa" propre bourgeoisie milliardaire servile à l'impérialisme françafricain, eurafricain et usafricain.

Pour mettre fin aux dérives anti-démocratiques actuelles, il faut donc renouer avec le large front des forces vives démocratiques et populaires de la nation sénégalaise des partis politiques aux syndicats, aux associations et aux citoyens sur la base d'une plateforme minimale pour exiger :

- Pas de 3ème candidature et mandat présidentiels, respect de la Constitution
- Pas d'élimination des adversaires politiques, suppression de la disposition du code électorale et du parrainage
- La transparence et le contrôle partagé du fichier électoral, l'épuration du fichier et l'inscription libre des électeurs
- Une commission électorale indépendante consensuelle pour l'organisation des élections
- Le respect du droit de manifester pacifiquement, la liberté d'opinion et d'expression
- La fin des arrestations et emprisonnements arbitraires et illégaux
- La suppression de la soumission du pouvoir judiciaire au pouvoir exécutif
- La fin de l'impunité judiciaire consécutive aux rapports des corps de contrôle, notamment le rapport de la Cour des comptes sur la gestion du covid
- Des mesures idoines sérieuses contre la vie chère

Cette plateforme pour rétablir l'état de droit et la démocratie doit être prise en charge par un large front constitué de tous ceux et celles qui veulent que jamm am ci deuk bi, y compris par les députés récemment élus après les élections locales. Une fois le danger stopper, chacun pourra choisir son candidat en dehors du seul Macky Sall qui ne peut candidater parce que la Constitution, mère de toutes les lois, le lui interdit. C'est le principal message envoyé par le peuple dont le vote a rééquilibré le pouvoir législatif comme pour dire : trop, c'est trop, ça suffit ! ■

DIAGNE FODÉ ROLAND

Lorsque manger devient difficile

Cela a commencé par la réduction des "trois normaux", les trois tasses de thé offerts après le déjeuner, à seulement deux tasses de thé.

Ensuite vint la suppression du petit déjeuner. Les enfants dans les classes ont beaucoup souffert de cette restriction qui affaiblit considérablement leur concentration et leurs facultés mentales en fin de journée.

L'instauration de la journée continue pour les élèves a décalé dans beaucoup de familles le déjeuner communautaire. En effet beaucoup de familles n'avaient pas la capacité de partager le déjeuner en deux bols consistants, l'un pour la partie de la famille restée à la maison et l'autre pour les élèves. Il fallait attendre la famille rassemblée pour servir le bol de repas.

Petit à petit la hausse des coûts de la vie, la cherté croissante des aliments ont poussé les familles à décaler l'heure du service du déjeuner. De douze heures, il est passé à treize heures, puis à quinze heures, l'heure de déjeuner des pêcheurs.

Maintenant l'heure de déjeuner se situe entre quinze heures et seize heures pour des dizaines de milliers de familles.

Ce choix s'impose depuis quelques années à d'innombrables familles qui n'ont plus les moyens de servir le petit déjeuner et le dîner. Elles concentrent tous leurs efforts à l'unique possibilité d'offrir un seul repas à leurs enfants et au reste de leurs membres.

Beaucoup de familles s'en tiennent seulement à cuisiner une fois par deux jours dans le souci de faire face aux dépenses de plus en plus hors de leur portée.

Le soir donne lieu à l'essor, sans précédent, de la restauration de la pauvreté, du "fast good local", fait de foondé, de caakri, de ndammbé, de beignets, de fataya, etc. Le minimum alimentaire accessible à chacun pour pouvoir tromper la faim, passer la nuit et attendre patiemment le déjeuner tardif du lendemain.

Cette économie de la pauvreté chronique fait vivre beaucoup de familles que supportent de braves femmes. Elles tirent le financement de leurs restaurants sommaires des tontines, des prêts offerts par les établissements de la microfinance ou d'opportunités plus consistantes.

Cette économie florissante reçut un coup de massue lorsque le Gouvernement, sans une réflexion approfondie, imposa le couvre-feu lors de la pandémie du COVID-19. Il faillit provoquer les révoltes généralisées de la faim.

Notre pays souffre d'un problème chronique. L'incapacité, depuis les indépendances, de ses dirigeants politiques à assurer la nourriture de sa population à partir de sa production alimentaire nationale.

Ainsi le Sénégal est-il un des pays de la sous-région où le manger coûte le plus cher, où l'alimentation occupe une part trop importante du budget familial.

La tâche principale de tout pouvoir à venir devra être de mettre un terme à cette situation insupportable et inadmissible.


Illustration

L'être humain n'a pas vocation de consacrer une bonne partie de son temps à la recherche de sa pitance. Il y a des activités plus valorisantes.

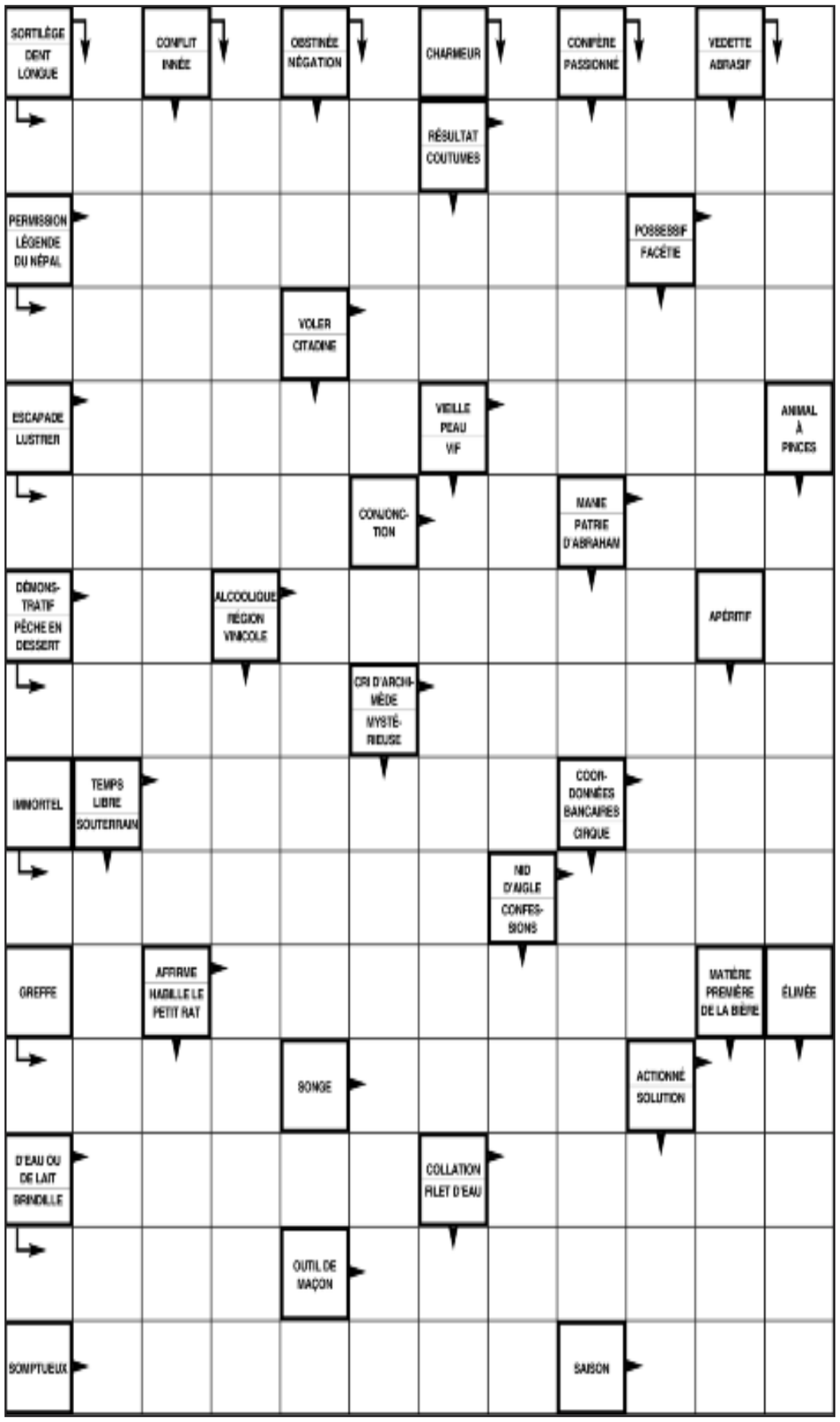
Si les pouvoirs des indépendances ont enfoncé de plus en plus les populations dans la routine animale quotidienne, les pouvoirs du futur auront pour mission de libérer les Sénégalaises et les Sénégalais du stress du manger pour s'adonner à des activités plus valorisantes comme l'éducation, la formation, la pratique religieuse, la science, la technologie, l'innovation, la culture, le sport, la marche, le tourisme, etc.

La lutte contre la pauvreté n'est pas une ambition cependant sortir la population de la pauvreté est un devoir impératif et urgent au Sénégal. ■

Dakar, mercredi 9 février 2023

PAR MARY TEUW NIANE

MOTS FLÉCHÉS N°3468



NUMÉROS UTILES

SÉCURITÉ
Gendarmerie Nationale :
800 00 20 20
Police secours : 17
Sapeurs Pompiers : 18

TÉLÉPHONE
Renseignements Annuaire : 1212
Service Dérangements : 1213
Service Clients : 1441

EAU - SDE
Dépannage & Renseignements
800 00 11 11 (appel gratuit)

ONAS
Egoûts, collecteurs
NUMERO ORANGE
81 800 10 12 (appel gratuit)

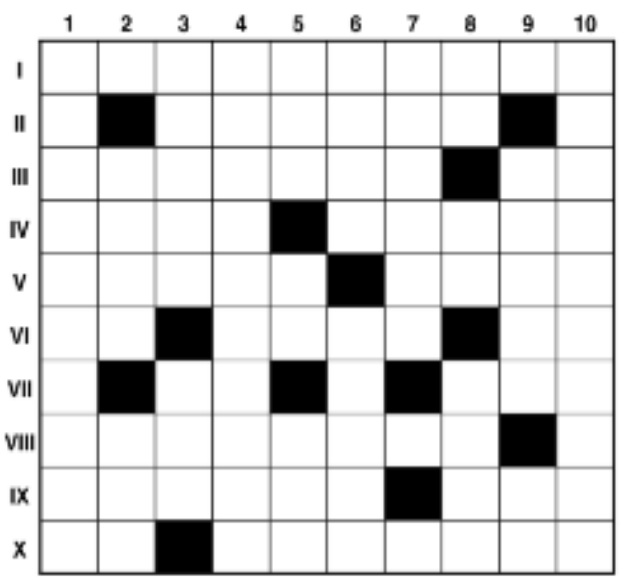
SENELEC
Service Dépannage :
33 867 66 66
Numéro du Guichet Unique :
33 865 01 12

TRANSPORTS
Société nationale de Chemins de Fer du Sénégal (SNCS) : 33 823 31 40
Aéroport international Blaise Diagne de Diass : 33 939 69 00
Port Autonome de Dakar (24H/24) : 33 849 45.45
Heure non ouvrable
Capitainerie : 33 849 79 09
Pilotage : 33 849 79 07

URGENCES
S.U.M.A : 33 824 24 18
SUMA-MEDECIN :
33 864 05 61
33 824 60 30
S.O.S MEDECINS :
33 889 15 15

HÔPITAUX
Principal : 33 839 50 50
Le Dantec : 33 889 38 00
Abass Ndao : 33 849 78 00
Fann : 33 869 18 18
HOGGY (ex-CTO) :
33 827 74 68 / 33 825 06 19

MOTS CROISÉS N°17



HORIZONTALEMENT

I. Une façon de valoriser nos ordures ménagères. **II.** Elles prolifèrent sur les bords des mers pollués. **III.** Fîmes un choix. Mention sur le bulletin. **IV.** Jolie fleur. Allongea. **V.** Avec un bon environnement et une bonne alimentation, elle ne peut qu'être bonne. Place de marché. **VI.** Une direction sur la rose des vents. Un réacteur français en Provence, qui étudie la fusion nucléaire. 3ème personne. **VII.** Becquerel, en abrégé. Grande école. **VIII.** Biologiques. **IX.** Outil tranchant. Il a percé les mystères de Paris. **X.** Infinitif. Plaçons.

VERTICALEMENT

1. Phénomène économique, pas toujours compatible avec l'environnement. **2.** Pirogue à balancier. Un bien collectif précieux, désormais protégé par la loi. **3.** Début de journée. Diplôme. **4.** Des matières qui mettent des siècles à se biodégrader. **5.** Produits pas très bio. Conjonction. Musique du Maghreb. **6.** Transpiration. Bouleverse. **7.** Mettre à l'épreuve. **8.** Bat le roi. L'Italie sur le web. Une société qui vend du pétrole, mais pour encore combien de temps ? **9.** Une alternative durable à la voiture. Nombre premier. **10.** Produits en masse par notre société de consommation, il faut s'efforcer de les réduire.

SOLUTIONS MOTS CROISÉS N°16

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	R	I	C	K	S	H	A	W	S
II	O	M	E	R	P	A	C	H	A
III	S	P	R	U	A	N	C	E	■
IV	H	U	N	S	■	N	U	E	S
V	H	I	E	N	T	I	■	L	A
VI	A	S	S	E	M	B	L	E	■
VII	S	S	■	H	■	A	I	R	E
VIII	H	A	R	O	■	L	M	■	N
IX	A	N	A	R	S	■	O	U	T
X	N	T	■	Y	A	P	U	R	A
XI	A	S	A	■	R	I	X	E	S

SOLUTIONS

MOTS FLÉCHÉS N°3467

■	D	■	E	■	E	■	B	■	Z	■	E	■
M	E	R	C	A	N	T	I	L	I	S	M	E
■	M	A	R	I	G	O	T	■	N	U	I	S
T	I	T	I	■	I	N	T	A	C	T	E	S
■	S	A	V	O	N	N	E	S	■	U	T	E
A	S	S	A	S	■	E	S	S	A	R	T	■
■	I	■	I	E	P	■	■	O	C	E	A	N
N	O	S	T	R	A	D	A	M	U	S	■	A
■	N	B	■	A	C	E	■	M	I	■	A	G
U	N	I	T	■	K	E	R	A	T	I	N	E
■	E	R	O	S	■	S	U	I	E	■	N	U
P	R	E	M	I	S	S	E	S	■	D	E	R
■	A	S	■	L	U	E	S	■	S	U	E	S

SUDOKU N°3467

6	2	9	3	8	4	7	5	1
4	8	5	6	7	1	9	3	2
3	7	1	5	9	2	4	8	6
1	6	7	8	2	3	5	4	9
9	5	3	1	4	7	2	6	8
2	4	8	9	5	6	3	1	7
5	1	2	7	3	8	6	9	4
8	9	4	2	6	5	1	7	3
7	3	6	4	1	9	8	2	5

SUDOKU N°3468

		1		8			2	
	3	9		1				
5		6			4			
	4	3						5
	6		4		1		8	
7						4	9	
			8			1		2
				6		7	4	
	9			7		3		

HEURES DE PRIÈRES

MESSE	PRIÈRES MUSULMANES
• Cathédrale : 7h	• Souba : 06h35
• Martyrs de l'Ouganda : 6h30 - 18h30	• Tisbar : 14h15
• Saint Joseph : 6h30 - 18h30	• Takussan : 16h45
	• Timis : 19h20
	• Guéwé : 20h20

MOTS MÉLÉS N°3468

R	A	E	N	I	E	R	F	F	O	C	R	I	C	N
I	I	E	S	E	I	G	U	O	B	O	R	S	A	O
O	R	M	O	T	E	U	R	M	O	U	U	U	R	X
V	B	U	U	T	E	R	E	I	T	R	O	P	T	A
R	A	F	P	T	E	N	I	N	A	R	B	E	N	L
E	G	N	A	D	I	V	J	D	P	O	M	R	A	K
S	U	S	P	E	N	S	I	O	N	I	A	U	L	F
E	I	R	E	T	T	A	B	R	L	E	T	T	O	I
R	S	S	A	U	T	O	R	A	D	I	O	N	V	L
D	C	T	S	E	S	S	R	U	E	R	V	I	L	T
N	A	A	U	A	I	E	C	O	M	P	T	E	U	R
A	P	R	R	M	H	E	L	A	D	E	P	C	U	E
L	O	T	R	T	E	C	N	E	S	S	E	A	L	R
A	T	E	U	R	E	L	E	S	E	I	D	O	R	S
C	P	R	P	H	A	R	E	P	I	S	T	O	N	T

AIRBAG
AUTORADIO
BATTERIE
BOUGIE
CALANDRE
CAPOT
CARTER
CEINTURE
CHASSIS
COFFRE
COMPTEUR
COURROIE
CRIC
DIESEL
ENJOLIVEUR
ESSENCE
FILTRE
FREIN
FUMEE
KLAXON
LIVREUR
MOTEUR
PEDALE
PERMIS
PHARE
PISTON
PNEU
PORTIERE
RADIATEUR
RESERVOIR
RIVET
SOUPAPE
STARTER
SUPER
SUSPENSION
TAMBOUR
TOLE
TRAPPE
VIDANGE
VITESSE
VOLANT

ARSENAL

Partey, la sentinelle indispensable des Gunners

Thomas Partey a pris une dimension XXL dans le milieu de terrain d'Arsenal ces derniers mois, au point de devenir un élément clé et indispensable du collectif de Mikel Arteta.



Et si le joueur le plus important d'Arsenal se nommait Thomas Partey ? Au milieu des cracks offensifs qui régalent dans les rangs des Gunners, comme Martin Odegaard ou encore Bukayo Saka, un homme, tapis dans l'ombre, confirme au fil des semaines qu'il a enfin pris la dimension que tous les fans attendaient de lui, à savoir celle d'un patron, d'un leader souvent monstrueux dans l'entrejeu aux côtés de Granit Xhaka. Arrivé pour 50 M€ en provenance de l'Atlético de Madrid à l'été 2020, le Ghanéen de 29 ans a d'abord eu beaucoup de mal à enchaîner les performances de haut niveau de manière régulière, étant aussi pas mal embêté par les pépins physiques.

Mais depuis le début de l'exercice 2022-2023, Thomas Partey a chassé les quelques doutes émanant encore à son égard. L'international ghanéen (43 capes, 13 buts) est assurément l'un des meilleurs milieux de terrain de Premier League cette année. Si Arsenal trône en tête du championnat anglais et n'a jamais semblé aussi proche d'être en mesure de décrocher un 14e titre national, c'est aussi en partie grâce au Black Star. Sa présence au milieu du terrain soulage Xhaka et permet au Suisse d'avoir beaucoup plus de libertés offensives (tout comme le re-axement d'Olek Zinchenko en phase de possesion).

L'homme clé du milieu

Mais Thomas Partey, c'est surtout celui qui donne le tempo du jeu d'Arsenal, lui, le premier fer de lance de cette équipe, qui, avec sa juste vision du jeu, permet de bien orienter le jeu ou de casser des lignes quand il le faut. Il n'y a qu'à observer ses prises de balle, souvent dans le bon sens, pour comprendre. Défensive-ment, il a évidemment pris une ampleur XXL en grattant de nombreux ballons, que ce soit par ses replis ou sa lecture du jeu. Essentiel pour protéger sa charnière centrale Saliba-Gabriel, l'ancien Colchonero est un véritable poison pour ses adversaires. Sans oublier que sa grosse frappe de balle peut aussi faire des étincelles, comme contre Tottenham.

Dur sur l'homme, il ne lâche jamais rien et l'impact qu'il met sur le terrain donne un certain caractère aux hommes de Mikel Arteta. Toutes ces choses-là font que Thomas Partey est aujourd'hui une pièce indispensable de la machine mise en route par Mikel Arteta. Avant la chute des Gunners sur la pelouse d'Everton (0-1), la seule défaite du club londonien en Premier League, à Manches-ter United, était survenue alors que le Ghanéen était blessé. En y regardant de plus près, Arsenal a encaissé le seul but de la rencontre à Goodison Park quelques minutes après la sortie de son n°5, à la place de la recrue hivernale Jorginho.

Un Arsenal au visage différent et moins performant sans Thomas Partey

Plus globalement, chaque absence de Thomas Partey sur le pré s'est fait ressentir dans le jeu et l'animation d'Arsenal, plus en difficulté sans lui. Sans lui depuis le début de la saison 2021-2022 en championnat (soit 18 matchs), les Gunners n'ont gagné que 50% de leur match, marquant en moyenne 1,3 but par match et en concédant 1,6, tout en prenant 1,6 point par rencontre. Avec lui, le taux de victoire dépasse les 70%. Arsenal marque aussi plus (plus de 2 buts par match) et encaisse moins (moins de 1 but par partie), prenant plus de deux points par match joué.

Une Partey-dépendance s'est peut-être créée, mais cela démontre bien toute l'importance prise par le natif d'Odumase Krobo du côté de l'Emirates Stadium, où il aura l'occasion de briller une nouvelle fois, devant son public, lors de la réception de Brentford ce samedi (16 heures, 23e journée de Premier League). Thomas Partey semble avoir atteint sa pleine maturité, confirmant enfin les nombreux espoirs placés en lui à son arrivée en Angleterre. ■

FOOTMERCATO.NET

REVUE TOUT TERRAIN

PSG

Messi reprendra l'entraînement lundi



Touché aux ischio-jambiers contre l'OM (1-2) mercredi, Lionel Messi (35 ans, 25 matchs et 15 buts toutes compétitions cette saison) manquera le déplacement du Paris Saint-Germain à Monaco ce samedi (17h). En revanche, l'attaquant argentin devrait être disponible mardi prochain pour le huitième de finale aller de la Ligue des Champions contre le Bayern Munich. "Concernant Leo, il ressent une fatigue musculaire, il reprendra l'entraînement lundi", a indiqué Christophe Galtier ce vendredi en conférence de presse. "Le terme incertain, vous pouvez le mettre de côté", a ajouté l'entraîneur parisien, laissant entendre que l'Argentin pourra tenir sa place dans le onze contre le Bayern. Reste à savoir dans quel état de forme sera le champion du monde avec un seul entraînement dans les jambes avant ce choc. Ce ne sera en tout cas pas à 100%.

LIVERPOOL

Diaz de retour contre le Real ?



À l'infirmerie depuis le 9 octobre dernier suite à une blessure au genou, Luis Diaz (26 ans, 8 matchs et 3 buts en Premier League cette saison) entrevoit le bout du tunnel. Avec un objectif clair et annoncé pour l'ailier gaucher de Liverpool : le huitième de finale aller face au Real Madrid, prévu le 21 février. "Attendons un peu pour savoir quand je vais être apte à revenir sur le terrain, a d'abord tempéré le Colombien auprès de Sky Sports. Si c'est au Santiago-Bernabeu (où se tiendra le match aller, ndlr), il n'y aura aucun souci." Diaz, qui a repris la course la semaine passée, postulera sans doute à une place dans le groupe. Une bonne nouvelle pour les Reds, qui ont cruellement besoin de renfort en ce moment.

BRÉSIL

Ancelotti dément un accord

Fake news ? Ce vendredi, ESPN Brésil a annoncé un accord entre Carlo Ancelotti - dont la position s'est récemment fragilisée au Real Madrid - et la sélection du Brésil pour un début de collaboration prévu l'été prochain, notamment en vue de la Coupe du monde 2026. Mais le technicien italien n'a pas tardé à démentir, tout comme la Fédération brésilienne plus tard dans la soirée. Contacté par L'Équipe, l'entourage d'Ancelotti a "clairement" démenti l'information de nos confrères brésiliens. Lié à la Maison Blanche jusqu'en 2024, l'ancien coach du Milan a déjà annoncé qu'il ne chercherait pas d'autre club derrière. Reste à savoir jusqu'à quand le président madrilène Floren-tino Perez lui accordera sa confiance.

CHAMP. EUROPE

FRANCE – 23E JOURNÉE
Nice - Ajaccio 3-0
Samedi
16h Monaco - PSG
20h Clermont - Marseille
Dimanche
12h Toulouse - Rennes
14h Angers - Auxerre
Lille - Strasbourg
Montpellier - Brest
Reims - Troyes
16h05 Nantes - Lorient
19h45 Lyon - Lens

ANGLETERRE - 23E JOURNÉE
Samedi
12h30 West Ham - Chelsea
15h Arsenal - Brentford
Crystal Palace - Brighton
Fulham - Nottingham
Leicester - Tottenham
17h30 Southampton - Wolves
Dimanche
14h Bournemouth - Newcastle
16h30 Leeds - Manchester United
Manchester City - Aston Villa
Lundi
20h Liverpool - Everton

ESPAGNE - 21E JOURNÉE
Cadix - Gérone 2-0
Samedi
15h15 Almeria - Betis
17h30 FC Séville - Majorque
20h Valence - Athlétic Bilbao
Dimanche
13h Getafe - Vallecano
15h15 Celta Vigo - Atl. Madrid
17h30 Valladolid - Osasuna
20h Villarreal - Barcelone

ITALIE - 22E JOURNÉE
Ac Milan - Torino 1-0
Samedi
14h Empoli - Spezia
17h Lecce - AS Rome
19h45 Lazio - Atalanta
Dimanche
11h30 Udinese - Sassuolo
14h Bologne - Monza
17h Juventus - Fiorentina
19h45 Naples - Cremonese
Lundi
17h30 Hellas Vérone - Salernitana
19h45 Sampdoria - Inter

ALLEMAGNE - 20E JOURNÉE
Schalke 04 - Wolfsburg 0-0
Samedi
14h30 Bayern Munich - Bochum
Fribourg - Stuttgart
Hoffenheim - Leverkusen
Mayence - Augsburg
Werder Brême - Dortmund
17h30 RB Leipzig - Union Berlin
Dimanche
14h30 Hertha Berlin - M'gladbach
16h30 FC Cologne - Francfort

LUTTE - BOMBARDIER / TAPHA TINE

Le combat de la clarification, ce dimanche

Après une première confrontation sanglante, un soir de 24 juin 2012, Bombardier et Tapha Tine sont appelés à renouer leurs Nguimb pour en découdre une deuxième fois, ce dimanche, dans le combat de la clarification.

MAMADOU DIOP



Plus d'une décennie s'est écoulée, depuis le premier et unique duel qui avait opposé Bombardier à Tapha Tine. En effet, le 24 juin 2012, les deux mastodontes avaient proposé un combat passionnant, mais assez sanglant aux amateurs. Le Mbourois, notamment, avait multiplié les va-et-vient chez les soigneurs. Même si le géant du Baol avait été déclaré vainqueur à la fin du temps réglementaire et à la faveur d'une décision arbitrale, il avait échoué dans ses tentatives de terrasser son vis-à-vis.

Après tout ce temps, cette revanche ou cette clarification vient à point nommé, car les deux protagonistes ont réalisé de gros progrès. Revenant sur leur première confrontation, Serigne Dia, alias Bombardier, a évoqué un probable scénario pour l'affrontement de cette fin de weekend. "J'ai pris ce combat pour battre Tapha Tine et montrer à tout le monde que l'âge ne compte pas et que j'ai encore mon temps à faire dans l'arène, avant de prendre ma retraite. Pour le combat de dimanche, il y aura de la bagarre, comme lors de notre premier combat, mais, je veux que cela se termine par la lutte pure", a laissé entendre le champion de Mbour sur l'antenne d'Itv.

Cependant, conscient que son adversaire avait globalement pris le dessus, lors de leur premier face-à-face, le B52 compte bien rectifier le tir cette fois-ci pour prendre le meilleur sur Tapha Tine. "Dans ce combat en 2012, c'était un duel rapproché avec des uppercuts et des crochets courts de mon adversaire. C'était une stratégie de sa part, mais, pour cette fois, je me suis préparé avec mon staff pour aborder le combat de la meilleure des manières. Ce qui est sûr, c'est que je ne reculerai pas", a-t-il fait savoir.

De son côté, Tapha Tine devrait reconduire la même stratégie basée sur la boxe. Mais, il faudra essayer de conclure par une chute pour offrir une belle soirée de lutte aux inconditionnels. Pour ce ténor de la lutte sénégalaise, ça sera aussi l'occasion de signer une quatrième victoire de suite, après avoir triompher de Zoss, Yekini Jr et Boy Niang 2, le tout récent vainqueur de Balla Gaye 2. Et comme tout VIP de l'arène, en cas de victoire, l'athlète deviendra un candidat sérieux pour décrocher un combat royal. Cependant, il faudra encore attendre le verdict de la confrontation entre Modou Lô, détenteur de la couronne de Roi des arènes, et Boy Niang 2, plus que jamais grand challenger, depuis le premier janvier 2023.

Toujours est-il que cette deuxième opposition s'annonce décisive. Tapha pourrait, plus que jamais, avoir les coudées franches, en cas de gagne ; prendre sa revanche sur Balla Gaye 2 ou encore Ama Baldé, sinon, il pourrait toujours affronter, pour une grande première, d'autres champions comme Eumeu Sène ou Gris Bordeaux. Quant à son vis-à-vis, une victoire serait synonyme d'une fin de carrière rêvée. Bombardier aura donc à cœur de parachever son œuvre en beauté. ■

LIGUE 1 - 12e JOURNÉE

Diambars - Casa Sports, duel à distance pour le leadership

La 12e journée de Ligue 1 marque la reprise du championnat qui a connu un arrêt, depuis le 30 décembre dernier, du fait du Championnat d'Afrique des nations remporté par le Sénégal. Diambars et Casa Sports, qui comptent le même nombre de points, vont rivaliser à distance pour le contrôle du fauteuil de leader.



Diambars - Casa Sports (Archives)

LOUIS GEORGES DIATTA

Après plus d'un mois de trêve à cause du Championnat d'Afrique des nations de football, le championnat professionnel reprend service ce week-end. A l'occasion de la 12e journée de Ligue, l'actuel leader, Diambars (21 pts), va tenter de consolider son leadership acquis la journée précédente, grâce à sa victoire sur la pelouse de Génération Foot (1-2). Les Académiciens reçoivent, ce dimanche, l'US Gorée (7e, 16 pts), qui est un adversaire qui leur a toujours réussi. Lors des deux dernières saisons, le club de Saly s'est imposé à l'aller et au retour face aux Insulaires. Les protégés de Bruno Rohart vont pouvoir surfer sur cette vague pour enchainer une troisième victoire de rang.

Seulement, les choses ne seront pas aussi simples pour Diambars. Les Goréens semblent retrouver leur repère, après un début de championnat en dents de scie. Depuis quatre matchs, les hommes de Moussa Diatta n'ont pas connu de défaite (deux victoires et autant de nuls). Lors de leur dernière sortie, ils sont allés s'imposer sur le terrain de Guédiawaye FC (1-2), qui occupait la tête du classement à la 10e journée. Après GFC, Gorée va tenter de faire tomber l'actuel leader et enregistrer sa première victoire en Ligue 1 face à Diambars. Ce qui pourrait aussi faire les affaires de l'actuel dauphin de l'Académie de Saly.

Le Casa Sports (2e, 21 pts) pourrait prendre la première place en cas de succès, lors de l'accueil de la Sonacos (7e, 16 pts), ce dimanche au stade Aline Sitoé Diatta de Ziguinchor.

Le choc Jaraaf - Guédiawaye FC

Actuel 3e au classement, Guédiawaye FC (20 pts) a un double défi à relever en levée de rideau de la 12e journée, ce samedi. Le club de la banlieue en déplacement sur le terrain du Jaraaf de Dakar (4e, 17 pts) doit impérativement battre le club de la Médina, au risque de voir ce dernier lui ravir la dernière marche sur le podium. En cas de victoire, GFC pourrait même prendre la tête du classement, si les deux équipes en tête du classement ne gagnent pas leurs matchs. Mais, Guédiawaye FC n'a plus battu les Médinois sur leur pelouse, depuis 2016.

L'autre club de la banlieue, AS Pikine (10e, 13 pts), reçoit l'AS Douanes (13e, 10 pts), ce dimanche au stade Alassane Djigo. Les deux clubs visent une victoire pour améliorer leur rang, avant la fin de la première phase du championnat. Les Gabelous pourraient même sortir de la zone de relégation, en cas de succès contre les Pikinois.

TFC face à Stade de Mbour pour la relance

A Rufisque, Teungueth FC (8e, 14 pts) va tenter de se relancer, après deux défaites successives. Le champion du Sénégal en 2021 peine à trouver sa vitesse de croisière, depuis le début du championnat. Les Rufisquois ont besoin de renouer avec la victoire pour recoller au peloton de tête. Pour cela, les hommes de Mbaye Badji doivent relever leur niveau de jeu pour arriver à bout des Mbourois qui ont, eux aussi, besoin des trois points pour mettre fin à leur série de deux matchs sans victoire (deux nuls).

Le match devant opposer Dakar Sacré-Cœur (5e, 17 pts) à Génération Foot (9e, 13 pts) est remis à plus tard. ■

PROGRAMME

LIGUE 1 - 12E JOURNÉE
Samedi
Stade Ngalandou Diouf
16h30 Teungueth FC - Stade Mbour
Stade Iba Mar Diop
16h30 Jaraaf - Guédiawaye FC
Dimanche
Stade Fodé Wade
16h30 Diambars - US Gorée
Stade Mawade Wade
16h30 Linguère - CNEPS
Stade Aline Sitoé Diatta
16h30 Casa Sports - Sonacos
Stade Alassane Djigo
16h30 AS Pikine - AS Douanes
Dakar Sacré-Cœur - Génération Foot (Remis)

LIGUE 2 - 12E JOURNÉE
Samedi
Stade Caroline Faye
16h30 Mbour Petite Côte - Wally Daan
Dimanche
Stade Caroline Faye
16h30 Keur Madior - Oslo
Stade Ngalandou Diouf
16h30 AJEL - Jamono Fatick
Stade Ibrahima Boye
US Ouakam - Demba Diop
Lundi
Stade Caroline Faye
16h30 Amitié FC - Thiès FC
Stade Alassane Djigo
16h30 Port - Duc
Stade Alboury Ndiaye
16h30 Ndiambour - HLM